

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 24 F (200 FB)

13^e ANNEE — N° 201
LE NUMERO : 1 FF
10 FB - 1 FS
du 26 juil. au 5 sept. 75

Du « contrat social » à la discipline forcée du travail

Le crétinisme réformiste repose sur deux fondements : la théorie selon laquelle les antagonismes sociaux pourraient être contenus et même, à la limite, progressivement dépassés grâce à la bonne volonté, à la « conscience civique » et nationale des parties ; la théorie de la conquête graduelle du pouvoir dans le cadre de la société bourgeoise, selon laquelle la classe ouvrière, en participant par l'entremise de ses partis et de ses organisations syndicales à la gestion des « affaires publiques » et aux « grands choix de la politique économique », pourrait littéralement imprégner l'Etat de « réformisme social », vider de sa substance cette machine répressive de la classe dominante jusqu'à en provoquer l'extinction, et réaliser ainsi le « socialisme ».

La crise, destructrice inexorable de forces productives comme de fictions idéologiques, ne peut que détruire dans les faits un mythe qu'en théorie, le marxisme a démolé dès ses origines.

La crise est la preuve matérielle que les antagonismes d'une société divisée en classes, ou d'un mode de production basé sur la domination du travail mort sur le travail vivant, ne peuvent temporairement s'apaiser que pour se reproduire à une plus grande échelle, sans se soucier de tous les vœux d'« harmonie » sociale. En acceptant, au nom d'intérêts ou, mieux, d'idéaux supérieurs aux classes (car dictés par la Raison), de gérer l'appareil politique qui l'exploite, la classe ouvrière se désarme idéologiquement, organisativement et donc physiquement. La crise confirme une nouvelle fois, et de façon tout aussi matérielle, que ce désarmement dont le prolétariat paye la constitution d'une maigre et surtout fragile réserve, a pour contrepartie beaucoup plus substantielle encore, le réarmement de l'appareil d'Etat, la concentration et la centralisation croissantes du pouvoir bourgeois, l'hypertrophie de sa machine administrative et répressive. C'est là justement la clé du cours impérialiste du capitalisme, dont les deux faces inséparables sont l'Etat fort et son « réformisme social ». Là sont les deux sources de sa conservation même quand (ou plutôt surtout quand) le réformisme social peut encore se permettre de dissimuler l'Etat fort derrière l'illusion du « progrès démocratique », du « gouvernement fondé sur le consensus », des « nouveaux types de développement », fruits de la convergence soi-disant harmonieuse des intérêts « individuels » dans la communauté du peuple ou, ce qui revient au même, de la nation.

Les antagonismes s'étaient temporairement apaisés grâce à l'intervention charitable des partis « ouvriers » et des organisations économiques des travailleurs et à la soi-disant « prise de conscience sociale » de la classe dominante et de son appareil d'Etat. Ils se rallument sous le fouet de la crise, en jetant dans le désespoir et le pessimisme le plus noir ceux-là mêmes qui avaient prétendu lire, dans le ciel de l'économie capitaliste, l'annonce de trêves renouvelées et de reprises exaltantes. Dès lors, selon une loi d'un déterminisme absolu, le voile du réformisme ouvrier et bourgeois se déchire à chaque pas, et montre derrière le rideau de fumée pacifiste et trompeur du « contrat social » stipulé fraternellement entre « les parties » (c'est-à-dire entre les classes) la réalité rude et impitoyable d'un diktat à sens unique. La conciliation pacifique, le libre accord, le dialogue fraternel cèdent le pas à l'ultimatum lancé aux prolétaires (et seulement à eux) au nom de l'intérêt général et de ces mêmes « idéaux » communs qui devaient assurer pour toujours la concorde sociale.

Si nous voyons aujourd'hui la manifestation ouverte et retentissante de ce développement nécessaire car matériellement déterminé, en Argentine, en Inde et en Angleterre, qu'on n'aille pas nous répondre que c'est parce qu'il s'agit de trois « maillons » particulièrement « faibles » de la chaîne mondiale du capitalisme, ou, comme préfèrent le dire les bien-pensants, de la démocratie. Le fait est que l'« engagement social » et la volonté de « réforme » s'imposent avec une urgence d'autant plus grande que les capacités de résistance du « sys-

tème » à la crise sont plus modestes. Pour cette même raison, c'est là en premier lieu, et d'une

DANS CE NUMERO

- Lénine et le mot d'ordre du « contrôle ouvrier » (4)
- La question du « syndicat de soldats »
- Court bilan de la grève Chausson
- Contre tout contrôle de l'immigration
- Licenciements à la chaîne

façon plus criante qu'ailleurs, que le Welfare State doit, quelle que soit la volonté de ses prêtres et de ses gouvernants, rejeter son masque d'assistance paternelle, pour montrer sans équivoque possible son visage de fer et de feu — et toujours de froide incarnation de la loi. La différence n'est donc pas de nature, mais de degré : le maillon le plus faible ne fait que montrer au plus fort l'image de son propre avenir — un avenir que le colosse ouest-allemand n'hésite pas à exposer dès aujourd'hui en vitrine, comme moyen de dissuasion sociale, dans le « bunker » érigé en défense de la civilisation et du progrès contre la puce de la « subversion anarchiste », héroïque dans son crâne défilé, mais qui malgré tout reste une puce. C'est donc de toi qu'il s'agit dans cette histoire, prolétaire et semi-prolétaire du monde entier, même si la scène se passe à mille milles des frontières « sacrées » de « ton » pays ; de toi, citoyen de la « société de l'opulence » ; de toi qui as souscrit par procuration au « contrat social » ; de toi, électeur (et peut-être bien élu) du paradis démocratique !

Quand, en Argentine, il descendit littéralement du ciel, Peron aussi avait son « pacte social » à présenter au « peuple », son règne d'harmonie économique à instaurer. Tous alors se sont prosternés devant lui : les syndicats, piliers du justicialisme, les grands partis « ouvriers », PCA en tête et, avec quelques variantes style gouvernement ouvrier, lutte anti-impérialiste et antimonopoliste et populisme nouvelle manière, même les groupes « d'extrême-gauche ». Une fois encore, les faits matériels se sont montrés plus forts que les intentions pieuses et les ressources tactiques « géniales ». Alors que l'inflation atteignait un niveau record et que le binôme gouvernement-syndicats s'efforçait non de la freiner, ce qui

(suite page 4)

Lisbonne, au rythme de Luanda

Si le premier coup contre l'Estado Novo a été porté en février 1961 par les masses déshéritées de Luanda, c'est toujours la succession des actes de la tragédie africaine qui rythme le déroulement de la farce portugaise.

Une population qui équivaut aux deux tiers de celle de la métropole, dont 700.000 blancs (soit plus d'un habitant sur dix) ; des richesses agricoles qui ont permis naguère au Portugal de couler des jours heureux, mais surtout des trésors en minerais et en pétrole que l'on commença à peine à soupçonner, et qui provoquent déjà la ruée des vautours et des hyènes impérialistes. Cela suffit à comprendre pourquoi le capitalisme portugais, même « réorienté » vers l'Europe, déploie tous ses efforts pour conserver des « liens étroits de coopération » avec l'Angola, ce joyau de l'empire portugais qui tient naturellement une place à part dans le « processus de décolonisation ».

D'avril à septembre 1974, c'est le général Spínola en personne qui avait, sur sa demande expresse, la haute main sur le « dossier angolais ». Et si l'accord se fit assez vite pour reconnaître l'indépendance de la Guinée et du Mozambique, ce fut pour l'Angola une autre paire de manches. D'ailleurs le très révolutionnaire et très maoïste chef de l'UNITA, n'affirmait-il pas complaisamment que « le peuple d'Angola n'est pas prêt pour l'indépendance » (*Le Monde* du 7-7-74) ? On imagine qu'il fut le premier à répondre à l'appel fameux du général Costa Gomes (« d'abord déposer les armes, ensuite négocier... »), et que, chemin faisant, il se soit acquis la sympathie et le soutien des colons blancs.

D'un autre côté, les relations avec les capitales d'Europe (et l'Allemagne au premier chef), par Soares interposés, les entretiens de Spínola avec Nixon ainsi que ses contacts avec Mobutu étaient les prémisses indispensables à la reconnaissance du FLNA que, même selon *Le Figaro* du 28-3-75, « rien, sur le plan militaire ou politique en Angola, n'aurait sauvé de l'oubli, si le Zaïre et ses alliés occidentaux [quel cynisme quand on sait les « liens privilégiés » existant entre la France et le Zaïre !] ne l'avaient artificiellement soutenu, afin de l'imposer, l'heure venue, comme le seul interlocuteur valable des Portugais ».

La contrepartie de cette politique était la mise à l'écart du MPLA des négociations, ce « diable rouge », cet « agent de Moscou ». En réalité le MPLA, qui existe depuis 20 ans, est un de ces partis anticoloniaux qui influencent les masses miséreuses dans la mesure où il réclame l'indépendance politique et appuie cette revendication par la lutte armée. Mais le fait qu'il se soit développé au moment du recul de la vague de l'indépendance africaine, et que le mouvement social et la guérilla aient pris leur essor après les atrocités impéria-

listes au Cameroun et au Congo, l'ont rendu craintif au moment de l'action. Il est à noter que la révolte de 1961 où les foules des taudis de Luanda attaquèrent sans fusils la prison afin de libérer des militants nationalistes, dont plusieurs du MPLA, se fit de manière purement spontanée, et que les dirigeants du parti, qui avaient pensé pouvoir retarder le moment de la lutte directe, durent assister impuissants à la révolte et à son effroyable répression. Depuis on peut dire que le MPLA n'a pas mené d'action d'envergure sans qu'il y ait été contraint par les masses.

L'ambiance internationale étouffante, l'absence d'un vigoureux mouvement prolétarien dans la métropole et la trahison du stalinisme, ainsi que le faible développement des oppositions de classe en Angola ont donc permis aux éléments les plus modérés de prendre naturellement en quelque sorte la tête du mouvement. Parti hésitant, il devait nécessairement devenir le parti des couches hésitantes, celui des couches intermédiaires, le parti des métis et des *assimilados*, couches à l'horizon borné, en dépit de leur verbe socialisant, par une démocratie, un légalisme et un « progressisme » dont elles sont bien incapables d'éviter les pièges : c'est ainsi que le MPLA n'a pas su et n'a pas pu refuser, sous la pression de ses « amis politiques », dans les bras desquels l'absence de lutte prolétarienne a contribué à le pousser, les pays de l'Est ou les Etats africains prétendument « progressistes » ainsi que la démocratie et l'opportunisme international, de passer dès 1972 un accord avec le FLNA, accord qui n'a eu d'autre effet que de revaloriser ce dernier. C'est également ainsi que les dirigeants se laissent éblouir par le mirage d'un Portugal démocratique et d'une coopération avec lui ; autant d'illusions dont il faut dire que les militaires portugais ont déjà su tirer le meilleur profit.

(Suite page 2)

vient de paraître :

PROGRAMME COMMUNISTE N° 67

au sommaire :

- Cours de l'impérialisme mondial

PROJET DE PROGRAMME D'ACTION DU P.C. D'ITALIE 1922

- Introduction (A propos des déformations de l'historiographie « de gauche »)
- Projet de programme d'action du Parti Communiste d'Italie présenté au IV^e Congrès de l'Internationale Communiste, 1922

- Portugal : du 25 avril à l'austérité

- Mise au point à propos de certains « dépasseurs de marxisme »

Vient d'être réédité

PARTI ET CLASSE

Contenant les textes suivants :

- Thèses de l'Internationale Communiste sur le rôle du Parti dans la Révolution prolétarienne (1920)
- Parti et classe (1921)
- Parti et action de classe (1921)
- Le principe démocratique (1922)
- Dictature prolétarienne et parti de classe (1951) précédés d'une ample introduction.

112 pages - 8 F - Commandes au Prolétaire.

La question du « syndicat de soldats »

Nous avons vu dans un précédent article comment la bourgeoisie et l'opportunisme se préparaient à mettre sur pied une organisation de type corporatif qui permette de placer les réactions de la jeunesse en uniforme sous le contrôle de la hiérarchie militaire.

C'est en réponse à cette perspective que la LCR a lancé une campagne pour un « syndicat de soldats », qui selon le FSMAR (Front des Soldats, Marins et Aviateurs Révolutionnaires, organisation satellite de la LCR) « revient à éliminer toute perspective d'organisation corporative, ou pire participationniste. L'organisation que nous visons doit être strictement indépendante de la hiérarchie militaire. Le syndicat que nous voulons est un syndicat de classe, un syndicat ouvrier » (Rouge n° 290).

Une organisation de défense effective des travailleurs sous l'uniforme est incontestablement un des objectifs du mouvement prolétarien, et ne peut être conçue que comme une organisation de classe, c'est-à-dire un organisme complètement indépendant de l'appareil de l'Etat, animé de la volonté de mettre en œuvre la solidarité ouvrière la plus large, utilisant les méthodes de lutte spécifiques du prolétariat, pénétré en l'occurrence des principes élémentaires de l'antimilitarisme de classe (voir à ce sujet *Le Prolétaire* n° 199).

Ceci étant, une telle organisation peut prendre une infinité de formes qui seront décidées par la vie elle-même et qu'il serait préten-

tieux de vouloir fixer aujourd'hui. Remarquons aussi que, pour des soldats, le terme de « syndicat » nous semble inadéquat : si le soldat est généralement un prolétaire, il peut appartenir à d'autres classes ; il n'est pas un salarié, même s'il touche une solde ; et enfin il n'est sous l'uniforme que pour un temps limité. Il est caractéristique, de ce point de vue, qu'il se soit formé, chez les soldats, des conseils, des comités de défense, mais pas des « syndicats » à proprement parler, car il leur manquait soit la base sociale soit les conditions de stabilité dans le temps.

Mais surtout, pourvu qu'on ne se voile pas les yeux sur la difficulté très grande pour des soldats ou des marins à s'organiser en face d'une hiérarchie qui dispose de moyens d'intimidation et de contrainte décuplés par le règlement militaire, on pourra comprendre que l'organisation en masse des travailleurs sous l'uniforme — et bien évidemment nous ne parlons pas ici d'un quelconque « club de soldats » —, suppose non seulement un tournant radical dans l'orientation actuelle du mouvement prolétarien, en liaison avec une vigoureuse poussée de classe, mais même une effervescence révolutionnaire, conditions qui sont évidemment loin d'exister aujourd'hui.

Si l'on veut bien considérer un précédent historique, l'Allemagne de juin 1917 était exposée au souffle brûlant de la révolution russe, la vague de grèves était ascendante depuis avril, les mouvements contre

la guerre se succédaient et prenaient de l'ampleur, les manifestations de défaitisme se multipliaient sur les fronts ; de plus la flotte était travaillée par des groupes de marins révolutionnaires qui menaient une œuvre d'organisation systématique des marins : eh bien, il fallut l'accumulation de toutes ces conditions pour que les marins parviennent à se donner des « commissions de cambuse » chargées de contrôler l'approvisionnement.

Il faut être complètement myope pour ne pas voir qu'aujourd'hui la classe ouvrière a beaucoup de mal à contrer le poids de l'opportunisme dans une lutte économique d'envergure, en donnant ainsi une réelle vie de classe aux organisations existantes, ou en donnant naissance à vaste échelle à de nouvelles organisations dotées d'une certaine stabilité, tout ceci contre la volonté des chefs réformistes et collaborationnistes, qui, en l'absence de ce mouvement — que de toute façon ils ne peuvent que combattre —, ont pu pousser à des degrés inconnus hier la tendance à l'intégration des organisations existantes et du mouvement prolétarien dans l'Etat capitaliste, intégration dont la proposition de « clubs de soldats » est une illustration frappante (voir *Le Prolétaire* n° 200).

Nous ne faisons évidemment pas ces constatations pour justifier un renoncement à la lutte dans ou ne sait quelle attente millénariste de lendemains meilleurs. Le problème pratique est le suivant : pour pas-

ser d'un objectif général (aussi juste soit-il, comme c'est le cas d'une organisation de classe des soldats, objectif qui doit être défendu dès aujourd'hui avec une propagande sans concession), à une agitation pour atteindre cet objectif dans un délai rapproché, il faut pouvoir s'appuyer sur les forces qui vont pouvoir le réaliser. Il serait évidemment absurde et antimatérialiste d'imaginer que, par sa seule vertu, un mot d'ordre puisse susciter ces forces. Mais peut-on, même avec les meilleures intentions du monde, accélérer le développement en faisant avec d'autres forces que les masses ce pour quoi elles ne sont pas encore mûres ? Toute l'expérience démontre le contraire, et ce n'est certes pas l'épisode présent qui viendra démentir cette loi.

Sur quelles forces s'appuie la LCR, en l'absence d'une réelle poussée prolétarienne ? D'abord sur ce qu'elle appelle le « mouvement antimilitariste » : dans ce mouvement, « le CDA et l'IDS se sont engagés aux côtés des comités de soldats dans la bataille pour le syndicat. Ces prises de position permettent d'avancer dans la perspective d'une large cartelle de soutien aux luttes des soldats qui prennent en charge la défense des droits démocratiques [curieusement, l'immédiatisme assimile les revendications économiques et politiques à des « droits démocratiques »] et développe une activité en faveur du droit à l'organisation autonome des soldats » (voir *Rouge* n° 306). Que l'IDS refuse l'antimilitarisme, peu

importe donc ! Cette organisation fait quand même partie du « mouvement antimilitariste » ! Qu'elle soit formée d'un cartel d'organisations comme le PSU, les JS ou la Ligue des Droits de l'Homme, auxquelles on reproche par ailleurs — et très justement, il est vrai — de pencher vers la formule d'un syndicat de type hollandais, « plus acceptable, dans sa définition corporatiste, pour la hiérarchie militaire », cela n'oblige nullement la LCR à préciser quelle position classiste a pu prendre l'IDS malgré de telles directions, ni à indiquer quelle force, aussi tenue soit-elle, pourrait se faire le défenseur d'une telle position face au socialisme « autogestionnaire », interclassiste et archi-conservateur ; cela n'empêche pas enfin que la prise de position de l'IDS soit considérée par *Rouge* n° 306 comme un « pas franchi dans la bataille pour le syndicat de classe des soldats ».

Ceci suffirait à démontrer qu'en partant d'un mot d'ordre juste, mais en s'imaginant que l'on peut hâter sa réalisation grâce à d'autres forces, on en arrive à cacher aux prolétaires que ces forces, qui occupent malheureusement aujourd'hui sans partage le terrain social, dénaturent le mot d'ordre ; et l'on se fait soi-même prisonnier de la manœuvre que l'on avale, pour ne pas avoir, dans la meilleure des hypothèses, à se désavouer.

La deuxième force sur laquelle compte la LCR, c'est, sous couleur

(suite page 4)

(Suite de la page 1)

Mais si l'amiral Rosa Coutinho critiquait ouvertement dès la mi-74 les « interventions du Zaïre en Angola » et s'il se plaignait de la mise à l'écart du MPLA, ce n'était certes pas par sympathie pour ce dernier, ni à plus forte raison pour les masses des *musseques*. La crainte de voir l'Angola passer sous le contrôle des puissances occidentales sans utiliser les services du Portugal suffirait déjà à expliquer une telle attitude. Mais surtout certains secteurs du MFA ont conscience que seul le MPLA peut contenir la révolte endémique qui gronde dans les masses prolétariées, pourvu que l'on puisse le prendre dans les filets des compromis vers lequel le porte sa nature.

En effet, il fallut réagir aux démonstrations populaires de mai 74, aux émeutes de juillet et août, aux grèves incessantes, notamment dans les ports. Pour cela le Haut Commissariat a pris les mesures les plus énergiques contre les « agitateurs extrémistes » et a fait usage de la répression et de l'intimidation permanentes dans les quartiers africains. Mais il était clair que cela ne pouvait suffire, et qu'une autre politique, plus souple, était impossible tant que Spi-

nola gardait le « dossier angolais » dans ses serres.

C'est ainsi que pour ces deux raisons au moins, sous la comédie des luttes du 28 septembre à Lisbonne, se déroulait le drame des luttes réelles de Luanda.

Une fois le général au monoclé éliminé, les trois mouvements africains se sont mis à la table de négociation, et le MFA a mené la même politique qu'à Lisbonne : d'un côté renforcer son pouvoir, l'appareil de l'Etat et, en même temps, tenter d'imposer l'accord aux représentants des différentes forces, ce à quoi ils parvinrent sur le papier à Mombasa puis à Alvor (avant d'imposer aux partis de Lisbonne son programme pour les élections), avec la constitution du « gouvernement de transition » qui doit préparer la proclamation de l'indépendance et les élections en novembre. Bien sûr, ce gouvernement n'est là que pour la forme car il n'y a ni ministère de l'Armée ni des Affaires Etrangères, et pour cause ! Le Portugal ne retirera ses troupes que dix mois après

Lisbonne, au rythme de Luanda

l'indépendance, si tout se passe bien, et il aura d'ici là à lui seul plus de soldats que tous les mouvements africains réunis. Le FLNA réussit pour sa part à se débarrasser du Haut Commissaire Rosa Coutinho, jugé trop à gauche (!) et à obtenir le seul ministère sérieux, celui de l'Intérieur, tandis que le MPLA n'a des sièges que pour parader. Mais le but cherché par les Portugais est atteint, et le MFA parvient à se faire considérer bien sûr par l'UNITA (on s'en douterait), mais aussi par le MPLA comme un arbitre de la situation à ce point que ces partis se feront par la suite demandeurs pour que les autorités portugaises « renoncent à leur passivité » !

Mais dans les *musseques* de Luanda, on n'est pas d'accord avec cette politique. Dès novembre, des émeutes populaires tentent de s'opposer à l'installation dans la capitale d'une délégation de l'UNITA. « Les troupes du FLNA aident les Portugais à rétablir l'ordre. Ces événements ont sans doute rapproché les points de vue du FLNA et de l'UNITA qui, le 25 novembre, ont signé à Kinshasa, un accord « en vue de faire face à toute éventualité extrémiste de tout bord », peut-on lire dans *Afrique Contemporaine* de janv.-fév. 75.

Pendant que la participation du MPLA au « gouvernement de transition » paralyse l'action des masses populaires, les deux autres partis mènent une violente campagne contre son mot d'ordre de « pouvoir populaire », sous prétexte de lutte contre la « dictature » et le « communisme athée ». Surtout, ils n'hésitent pas avec l'aide de l'armée portugaise à intimider les populations des bidon-villes : à la fin mars, les mercenaires du FLNA (entraînés au Zaïre avec des deniers Américains et des instructeurs chinois) assassinent 50 jeunes du MPLA, provoquant les affrontements sanglants de la semaine sainte, puis ceux du début mai qui font plus de mille morts ; et alors que de nouveaux heurts faisaient des centaines de tués en juin, les chefs du MPLA affirmaient encore vouloir s'en tenir aux accords d'Alvor ; ils en renouvelèrent les termes à Nakuru, estimant que les « trois mouvements sont condamnés à s'entendre » (*Le Monde* des 26-27-1975).

Il est indéniable que c'est la fermentation populaire qui a provoqué l'exode massif des blancs d'An-

gola et qui fait voler en éclat le projet de « société multiraciale », commun à Spinoia et aux capitaines d'aujourd'hui, projet qui devait assurer au Portugal les meilleures garanties pour tenir les leviers de commande. Ce sont aussi les masses populaires et le jeune prolétariat qui ont condamné le MPLA à prendre finalement la récente offensive contre le FLNA et à nettoyer la capitale de ces mercenaires exécrés par les masses.

Mais si, selon toute vraisemblance, les autorités portugaises ne s'opposent pas ouvertement à l'action du MPLA (mais le pourraient-elles sans risque ?) et se donnent ainsi un label de « neutralité », du moins mettent-elles en place un dispositif pour interdire aux masses de se mettre en mouvement et à la grève générale de se transformer en soulèvement. Les soldats portugais ne cessent de patrouiller dans les rues et autour des bidonvilles et, conformément à leurs instructions, ouvrent le feu sur tout civil armé (*Le Figaro* du 15-7).

Encore une fois, derrière les événements de Lisbonne, où les partis se querellent mais dans l'espoir de se réconcilier à tout moment — ils sont de toute façon tous d'accord sur les sacrifices à demander et à imposer à la classe ouvrière —, et où les batailles ne sont que des batailles d'opinion et des combats de comédie, se profile la tragédie de Luanda, où l'entente des partis est brisée par le choc des armes.

De fait, comment le MFA pourrait-il maintenir à Lisbonne l'harmonie entre le Portugal de Carvalho et de Cunhal, celui du chauvinisme, et le Portugal euro-américain de Spinoia et de Soares, au moment où les deux frères siamois sont brutalement séparés à Luanda par l'intervention chirurgicale du mouvement d'indépendance ? Comment la CEE pourrait-elle consentir (si ce n'est au prix de quelle concession humiliante pour le nationalisme impuissant des capitaines ?) l'aide tant réclamée par Lisbonne, au moment où les militaires sont incapables d'empêcher que la meilleure carte du baillieur ne soit brûlée à Luanda ?

D'un autre côté, la crise ouverte au cœur de l'Afrique n'est pas terminée. De nouveaux arrangements seront-ils possibles sur la base actuelle, ou bien verra-t-on la sécession de Cabinda et des provinces du Zaïre et de l'Uige, contrôlées

par le FLNA ? Et les masses des *musseques*, vont-elles indéfiniment laisser contenir leur haine et leurs exigences anti-colonialistes dans une lutte qui, grâce aux liens avec lesquels les militaires portugais sont parvenus à enchaîner le MPLA, est maintenue dans le respect des autorités de la vieille métropole ? En attendant, le MFA dépêche ses soldats d'élite et renforce sa présence militaire, ce que Melo Antunes appelle la « neutralité active », et qui ne peut qu'accroître les tensions sociales à Lisbonne comme à Luanda.

Ce sont les masses de Luanda et des autres centres des colonies qui ont provoqué les failles dans le salazarisme, qui ont permis aux prolétaires de Lisbonne et de Setubal de se mettre en mouvement. Et cependant que la démagogie socialisante parvient aujourd'hui à colmater ces brèches, un nouveau coup de boutoir des masses de Luanda les ouvre à nouveau, comme pour redonner un peu de liberté de mouvement au prolétariat. Mais pour que ce dernier cesse de marcher en dormant, pour qu'il puisse agrandir les brèches ouvertes, il faut contrer la propagande et l'action stérilisante de l'opportunisme social-impérialiste et social-chauvin.

Malheureusement, dans la métropole, aucun parti ne le fait de façon conséquente : les maoïstes ont pris pour argent comptant les promesses de décolonisation du MFA et sont aveuglés par sa démagogie nationaliste ; les trotskystes cherchent dans l'opportunisme un « tremplin » pour la lutte prolétarienne au moment même où ce dernier démontre dans les faits, qu'il soit au gouvernement ou dans l'opposition, qu'il est le meilleur soutien de l'oppression capitaliste et impérialiste.

Pour qu'aux coups de bélier des masses prolétariées des colonies réponde la lutte de classe du prolétariat des métropoles contre l'ennemi commun, et pour que les masses opprimées des colonies interviennent dans la lutte en première personne et pour leur propre compte, pour tout cela est nécessaire la lutte pour le parti prolétarien.

Lecteurs,
sympathisants,
soutenez la presse
du parti !
Souscrivez !

Licenciements à la chaîne

En deux jours seulement, les 19 et 20 juillet, 410 licenciements ont été annoncés dans la région du Nord : 60 chez Fouillard Duprez à Béthune, 125 aux Etablissements Duplex de Ferrière-la-Grande, 225 chez Sotracomat à Feignies. Dans le même temps toute la presse locale et la CFDT se sont fait largement l'écho de la reprise à Isotube de Marquette, sous la forme d'une coopérative ouvrière avec 23 personnes, soit le tiers du personnel antérieur dont le licenciement avait commencé il y a un an. Plus que jamais la riposte unie des travailleurs s'impose !

PRESSE INTERNATIONALE

Viennent de paraître :

- une brochure en langue italienne : **IL PORTOGALLO DOPO IL 25 APRILE**, contenant les articles parus dans notre presse depuis un an sur le Portugal (prix : 2 F) ;
- une brochure en langue allemande, qui reprend les articles parus dans *Le Prolétaire* et *Il programma comunista* sur le Chili, de 1971 à 1974, **KLASSENOLIDARITÄT MIT DEM CHILENISCHEM PROLETARIAT** (prix : 4 F).

★★

La brochure sur le Chili paraîtra en langue française en septembre prochain, et en octobre sera publié un choix d'articles parus dans *Le Prolétaire* sur la question de l'immigration des ouvriers.

Lénine et le mot d'ordre du « contrôle ouvrier » (IV)

(suite des trois numéros précédents)

Telle qu'elle ressort avec une magnifique clarté de ses déclarations et directives de parti dans la période qui va d'avril à octobre 1917 et immédiatement après, la position de Lénine face à la question et au mot d'ordre du contrôle ouvrier suggère une série de considérations.

1) Pour Lénine, le contrôle ouvrier sur la production, inséparable d'un « inventaire » des ressources et d'une discipline imposée à leur répartition et à leur emploi entre les différentes branches et pour la consommation, **présuppose** la conquête révolutionnaire du pouvoir : en d'autres termes, c'est une question qui ne peut être résolue que dans la mesure où la question préalable de l'Etat est résolue **dans les faits**. Que ce soit comme indication générale ou comme mot d'ordre, le « contrôle ouvrier » fait partie d'un « programme de transition » correctement conçu, c'est-à-dire de la présentation anticipée des mesures que la dictature du prolétariat — et non un quelconque « gouvernement », fût-il « ouvrier », administrant un Etat bourgeois non encore détruit — sera tenue de prendre au cours de ses « interventions despotiques » dans l'économie, et donc également dans les « rapports de propriété » ; Lénine n'agit **jamais** cette revendication indépendamment de celle de la conquête intégrale et de l'exercice intégral du pouvoir. Il était trop bon marxiste pour tolérer qu'on laisse même **supposer** qu'il pût s'agir d'un ingénieux passe-partout permettant d'ouvrir la porte à une nouvelle société sans révolution politique, ou de la faire ... **sans le dire**.

Il ne s'agit pas d'exclure la possibilité que dans des phases de très haute tension sociale et de lutte de classe brûlante, des organismes ouvriers immédiats exercent, localement ou par usines, ou même à l'échelle nationale, un certain degré direct ou indirect, de contrôle sur la production comme auparavant sur le marché du travail, en le disputant à la classe dominante : ils l'ont fait en Russie, portés par des

rapports de force favorables. Mais on est alors dans une phase de « double pouvoir », et l'équilibre instable des forces dont un tel contrôle est le reflet, doit se rompre tôt ou tard, mais de toute façon à brève échéance, soit que la balance penche du côté prolétarien avec la chute du pouvoir bourgeois, soit que la bourgeoisie reprenne en mains tout le pouvoir. Dans le premier cas, et dans ce cas seulement, le contrôle perd ce qu'il avait de précaire, de limité et d'inopérant, pour devenir **général, capillaire, effectif, bref, despotique et totalitaire**. Si la bourgeoisie l'emporte, au contraire, ou bien le contrôle sera submergé par la vague contre-révolutionnaire, ou bien il sera maintenu, avec l'appui de l'opportunisme, comme « moyen de conservation » du statu quo capitaliste.

Lénine ne cesse d'enfoncer ce clou. Il ne s'agit pour lui et pour le parti, ni de condamner dans l'abstrait et par principe, ni d'évaluer comme partie intégrante de ses propres directives d'action immédiate l'élan élémentaire qui pousse les masses ouvrières à prendre le contrôle de l'industrie, mais de s'appuyer sur lui pour le **transformer**, ou mieux le **renverser**, en **lutte ouverte pour le pouvoir**, sur la base de l'impossibilité, proclamée d'avance par le parti et reconnue par les masses, d'exercer le contrôle sans une issue victorieuse de cette lutte. **Dans cette phase**, ce n'est pas le contrôle en lui-même, mais la **lutte pour le contrôle**, qui est révolutionnaire, écrivions-nous alors dans **Il Soviét** du 11 novembre 1920 ; elle est révolutionnaire, bien entendu, à condition que le parti ait su lui donner une direction politique en soufflant sur les « étincelles de conscience socialiste » que fait jaillir une lutte revendicative large et ardente.

Hors de cette orientation, — les faits l'ont bien montré dans le premier après-guerre — rien n'interdit à l'opportunisme de faire sien le mot d'ordre du contrôle à des fins contre-révolutionnaires ni à la

bourgeoisie (et pour cause !) de « l'accorder ». Comme Lénine le fait dire aux bourgeois : repaissez-vous de contrôle ; nous, nous gardons les armes (et qui a les armes a le pouvoir) !

2) Pour Lénine le contrôle ouvrier ne tolère ni idéalisation ni point de vue absolu. Ce contrôle devant lequel certains s'extasient comme devant une forme de « démocratie directe » n'est, dans sa vision dialectique, qu'un épisode de la guerre civile, guerre qui exige le maximum de centralisation mais qui doit en même temps s'étendre dans les couches sociales jusqu'à intéresser toute la ligne d'affrontement entre les classes, en englobant, même dans la sphère locale la plus restreinte, les grandes masses des travailleurs. A y bien regarder, la guerre civile n'est dans son ensemble qu'un effort gigantesque de **contrôle** de la classe auparavant dominée sur la classe qui dominait, et qui est toujours prête à relever la tête. Ce qu'elle demande à l'ouvrier, ce n'est pas seulement d'utiliser son fusil pour abattre les représentants physiques de la classe dominante (ce qui est un moyen expéditif et souverain, mais pas universellement généralisable, de la ... contrôler), mais aussi — et ce n'est pas rien — de le tenir dans leur dos pour les forcer à ne pas entraver, et même, le cas échéant, à **aider**, à la remise en mouvement de la production et, plus généralement, pour qu'il soit possible de soumettre à une discipline **forcée** un mécanisme économique récalcitrant et en pleines convulsions.

C'est une tâche **politique** avant d'être économique : il s'agit de ne pas perdre le pouvoir et d'assurer les conditions **matérielles** de sa conservation. En ce sens, le contrôle ouvrier sur la production est un **acte de guerre** : il le fut dans la révolution double en Russie, où il ne s'agissait dans l'immédiat que de « lutter contre la catastrophe imminente » en instaurant un régime de contrôle et d'inventaire **au moins** à la hauteur des régimes de guerre introduits par les Etats bourgeois les plus avancés dans

un simple but de survie, et en exerçant ce contrôle sur une industrie à gestion (et à propriété) **encore** privée. Mais il sera aussi un acte de guerre dans une révolution prolétarienne « pure », et sous deux formes qualitativement différentes, comme le seront grosso modo les deux principales sphères de l'organisation économique :

a) dans la grande industrie et la grande agriculture, comme **partie intégrante** d'une gestion étatique et tendanciellement sociale de la production, à laquelle on pourra passer **immédiatement**, mais qui au début sera inséparable d'une forme de contrôle ouvrier, dans la mesure surtout où il s'agira d'utiliser des forces et des mécanismes matériels hérités du capitalisme ;

b) comme **premier** pas sur la longue et complexe montée qui conduit à une gestion sociale planifiée dans la vaste sphère qui, pour certains pays, s'étend toujours en des ramifications nouvelles, de l'économie d'entreprise petite et moyenne, **spécialement** (mais pas seulement) dans les campagnes, et des échanges encore mercantiles entre les campagnes et les villes ; dans cette sphère, le contrôle sur les « accapareurs, spéculateurs et voleurs » est encore **peu de chose**, comparé à celui qu'exige l'inertie historique de la gestion individuelle, familiale et même coopérative.

3) Il s'ensuit également que, comme Lénine le répète mille fois, le contrôle ouvrier dans ses formes diverses et son progrès graduel, est une **mesure d'urgence**, et non un « idéal » ou un « modèle ». C'est-à-dire qu'on ne peut souhaiter le **perpétuer** dans sa première forme élémentaire, dispersée, locale et, en un sens, « centrifuge » (avec tous les mythes de démocratie directe qui lui restent attachés et fleurissent même sur cette base), puisqu'on a vu que cette forme est destinée à céder rapidement la place à un contrôle **unitaire, central et planifié**, exercé en fonction des intérêts **collectifs** et dans la perspective d'une gestion sociale générale, qui n'annule pas mais porte sur un plan plus élevé son caractère de

participation et d'expérience de masse, comme Lénine l'a souvent montré. Ce dépassement s'imposera avec d'autant plus d'urgence que la guerre civile, devenue guerre ouverte entre deux armées, gagnera en âpreté, en extension et en durée. On a vu dans les citations de Boukharine — mais on le lit avec une urgence dramatique dans tous les écrits et discours de Lénine durant une partie de l'année 1918 et toute l'année 1919, ainsi que dans les résolutions du parti — quelles résistances la dictature bolchévique a dû surmonter dans les rangs mêmes du parti pour empêcher que ce qui avait été au début une grande force, l'élan de la classe ouvrière pour « prendre les choses en main » ne devienne une faiblesse, et pour combattre les mythes répandus sur le contrôle comme **pont** vers une gestion **directe**, moléculaire et même atomisée, en soumettant au contraire la production et la distribution aux normes et aux directives de principe d'une gestion organisée et administrée **centralement**.

A plus forte raison, le « contrôle ouvrier » n'est-il pas une préfiguration de l'ordre économique et social communiste, non seulement parce que le communisme n'est la réalisation d'aucun « modèle » abstrait en général, mais surtout parce qu'il n'est, et ne peut être, le calque de schémas reposant sur ce réseau d'unités productives fermées, n'ayant d'autre lien et lieu de rencontre, et surtout d'affrontement, que le marché, qui est propre au mode de production capitaliste. « Diriger des entreprises, ce n'est pas le socialisme — lit-on au paragraphe 52 de notre **Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui** — ; le socialisme c'est de parvenir à une production qui ne se fasse plus par entreprise, ce qui est un but lointain et **mondial** ». Ce sont là deux points de doctrine fondamentaux, qui heurtent directement l'idéologie immédiatiste, ouvriériste et ordinariste, et auxquels il faudra consacrer une étude particulière, qui dépasse le cadre de cette série d'articles.

FIN

Court bilan de la grève Chausson

Le 14 mai, les ouvriers de Chausson, à 70 % des immigrés, se sont levés d'un seul bloc à Gennevilliers et à Asnières après ceux de Maubeuge, refusant de se discipliner aux besoins du capital qui leur imposait des réductions d'horaires, refusant les salaires les plus bas de la branche après Citroën et Simca, les accidents du travail trois fois plus nombreux qu'en moyenne, les conditions de travail si odieuses qu'un ouvrier sur trois doit être remplacé et que certains postes de travail devaient 10 ouvriers dans l'année.

Poussés par les mêmes exigences matérielles qu'à Renault, aux Câbles de Lyon, aux PTT, etc., ils ont tout naturellement su brandir des revendications unificatrices : 250 F pour tous immédiatement, parité avec les salaires Renault (400 à 700 F de différence pour un même travail), paiement des jours de grève, amélioration des conditions de travail, dehors l'Amicale des Marocains, police politique d'Hassan II et police patronale dans l'usine. Ils ont su imposer des méthodes de lutte directe : grève illimitée avec occupation, comités de grève organisant les syndiqués et les non-syndiqués et responsables devant l'assemblée générale, tendance à l'organisation minutieuse de chaque aspect de la lutte au travers de commissions centralisées par le comité, piquets de grève, tentatives de généralisation à d'au-

tres usines locales, résistance active aux attaques de la police.

L'ennemi qu'ils attaquaient a riposté lui aussi sur le terrain de la force, mobilisant tout son arsenal répressif légal et illégal : intimidations, attaque d'un commando fasciste blessant un gréviste à Gennevilliers, utilisation de la CFT et de l'Amicale des Marocains, recours aux CRS, aux milices privées, aux chiens policiers pour envahir les usines de Reims, Asnières puis Gennevilliers, chasser les piquets de grève et protéger le travail des jaunes ; attaques rangées des CRS contre les grévistes empêchant la sortie des presses de l'usine ; terrorisme policier contre les ouvriers immigrés, fer de lance du mouvement, « ratonnades », envahissement d'un foyer à Gennevilliers, arrestation et détention arbitraires, pour l'« exemple », de trois ouvriers marocains que la justice bourgeoise va expédier tout droit dans les prisons d'Hassan II après en avoir condamné deux à un mois de prison dont 15 jours ferme, après une parodie de procès.

Ce déchaînement de la violence bourgeoise, systématique dans tous les grands conflits récents, a pour but de faire plier les genoux et intimider l'ensemble des prolétaires pour isoler les plus combattifs dans une période de crise où la bourgeoisie a besoin d'un prolétariat docile.

Une fois de plus l'opportunisme a joué son rôle de larbin du capital en désarmant les prolétaires par son orientation pacifiste et collaborationniste laissant les coudées franches à la répression patronale. Au lieu de souder les rangs prolétaires par la lutte, les dirigeants syndicaux ont accepté sans réagir le lock-out des ouvriers de Peugeot et de Renault (de même qu'ils avaient isolé les ouvriers de Re-

nault pendant leur dernière grève de ceux de Chausson) ; au lieu d'utiliser la combativité et la volonté d'unité des grévistes, et la possibilité de généralisation sur les revendications unificatrices, surtout salariales, avancées par 100.000 travailleurs en lutte actuellement, pour lancer une vigoureuse action de classe directe et ouverte, ils ont réduit la lutte à s'asseoir à la table des discussions — « sans préalables » (abandonnant, entre autres, les trois immigrés emprisonnés) — ; leurs seules réactions aux attaques patronales ont été de demander l'arbitrage de l'Etat bourgeois et de ses tribunaux, le soutien de l'« opinion publique », et « de donner à la police les moyens qu'elle réclame » au lieu d'utiliser les milices privées, concourant en fait au renforcement de la trique de l'Etat bourgeois contre les prolétaires.

Le sabotage de la lutte non seulement par ces méthodes réformistes et légalistes mais aussi par l'opposition physique des dirigeants syndicaux aux ouvriers combattifs, s'est conclu par la capitulation des champions de la négociation, acceptant les premières propositions patronales bien en-deçà des revendications mises en avant (160 F pour les OS, 140 F pour les autres, indemnisation de 750 à 1.150 F pour 2 mois de salaires perdus), entraînant le consentement pour la reprise de la masse des ouvriers découragés et abandonnant à la répression les éléments combattifs menacés de licenciement et les ouvriers immigrés.

Cet exemple d'une lutte très combative trahie par la politique capitulaire des directions réformistes montre que c'est contre ces directions que les travailleurs devront imposer les méthodes de classe, les seules efficaces pour leur défense.

Contre tout contrôle de l'immigration !

On peut lire dans Le Travailleur de l'Eure-et-Loir de mai 75 que le congrès départemental de la CGT s'est prononcé pour une résolution sur les travailleurs immigrés qui contient les revendications suivantes :

- 1) Suppression de toute entrave à l'entrée et à la circulation des travailleurs étrangers.
- 2) Egalité totale des droits sociaux et syndicaux.
- 3) Abrogation de la circulaire Dijoud et décrets équivalents.
- 4) Suppression de la fermeture des frontières.
- 5) Régularisation des sans-papiers. Opposition contre toute expulsion de travailleurs immigrés [...]

Nous saluons avec enthousiasme l'initiative des délégués qui ont eu le courage de porter dans ce congrès la discussion sur une question aussi vitale pour la lutte prolétarienne et l'unité de la classe que celle de la lutte contre les discriminations qui frappent les prolétaires immigrés, et qui ont obligé l'assemblée départementale à avancer le principe de l'opposition à tout contrôle, en contradiction complète avec l'orientation collaborationniste et social-impérialiste de la CGT.

Bien sûr, les bonzes ont réussi à faire enlever de la résolution primitive « l'égalité des droits politiques », mais ils n'ont pu pour cela donner d'autres arguments que ceux inspirés par le chauvinisme le plus grossier, du genre : « s'ils veulent les droits politiques, ils n'ont qu'à prendre la nationalité française ! ».

Bien sûr, ils ont réussi à dénaturer complètement dans le compte rendu du congrès la résolution à laquelle ils n'avaient pas osé s'attaquer de front, en présentant les revendications ci-dessus comme celles des travailleurs immigrés et non celles de l'ensemble des ouvriers, comme l'affirmait la motion présentée où l'on peut lire que « la CGT doit défendre intégralement les travailleurs immigrés dans les revendications communes qu'ils ont avec la classe ouvrière française mais surtout contre les mesures discriminatoires et particulières que leur inflige la bourgeoisie ».

Bien sûr, enfin, « l'appel à la riposte de classe contre toute expulsion » est devenu dans le compte rendu une simple « opposition contre toute expulsion ».

On sait ce que sont les résolutions de congrès pour les réformistes : de belles paroles qui n'engagent que pour la durée de la réunion et que l'on s'empresse de fouler aux pieds dans la lutte quotidienne. Il appartient à tous les prolétaires conscients de leurs intérêts de classe de faire en sorte qu'une initiative aussi généreuse ne soit pas un fait isolé, et que la résolution de ce congrès ne reste pas lettre morte !

A NOS LECTEURS

Le numéro 202 du « Prolétaire » paraîtra le 6 septembre

SOUSCRIPTION PERMANENTE LISTE N° 6

Strasbourg, 700 ; Paris, 4.476,30 ; Apo, 220 ; clique Amiens, 400 ; l'argent du prolétariat, 8 ; Apo, 120 ; premier bilan de la souscription spéciale pour la presse, 12.582,60 ; Total précédent 27.582,29 ; Total liste n° 6 18.506,90 ; Total général 56.089,19

« contrat social »

(suite de la page 1)

était impossible, mais bien plutôt de modérer les ouvriers, les antagonismes sociaux, qui jaillissent par tous les pores de la société latino-américaine, et dont l'épicentre se situe précisément en Argentine, explosaient. Le château de cartes du « pacte social » était à peine construit, qu'il croulait déjà; la providence, bienveillante sur ce seul point, frappait de mort Peron, lui évitant ainsi le malheur de perdre la face. La justice, pivot du justicialisme, est faite de lois et de flics. D'abord, vint la répression féroce des « franges » terroristes, flétries par les partis et même les groupes d'extrême-gauche avec l'argument habituel: « il ne faut pas faire le jeu de la réaction »; puis celle des prolétaires qui, las des bonnes paroles d'Isabelita, face à la réalité du chômage et de la vie chère s'étaient mis, de façon « irresponsable », en grève. Vint enfin le rappel à l'ordre des syndicats eux-mêmes, contraints malgré eux de s'aligner plus ou moins sur les « folles » exigences des prolétaires (le mouvement ne se limitait plus, horreur! à Villa Constitucion). Les « pactes sociaux » sont sacro-saints tant qu'ils reflètent l'absence de lutte de classe, son abandon en faveur de la conciliation nationale. Ils cessent d'avoir cours sitôt que la « volonté commune » qui les avait créés se brise contre les antagonismes qui renaissent des entrailles d'un mode de production qui n'est et ne peut être commun, encore moins harmonieux, et qui ne peut obéir à d'autres lois qu'aux siennes propres. L'Etat imprégné de « réformisme social » peut, après avoir consulté l'oracle de la Raison et de l'Idée accorder des augmentations de salaire et une assistance aux « plus nécessiteux », non se les laisser imposer. Isabelita, quand elle déchire le contrat conclu avec les syndicats, « piliers du péronisme », en décidant les augmentations de salaire compatibles, non avec les exigences élémentaires de survie du prolétariat, mais avec celles du Pays, incarnation du Peuple, sanctuaire d'un capital « sans lequel il n'y aurait même plus de travail », loin de violer le pacte originel de désarmement de la lutte des classes, ne fait que le rendre opérant. Pacte social signifie « paix du travail »: ce n'est que si celle-ci subsiste qu'on peut, fût-ce partiellement, accorder quelques miettes aux prolétaires. Renversant les paroles de Blanqui, le réformisme bourgeois-ouvrier enseigne: vous aurez le pain à condition de ne pas avoir le fer, à condition, donc, de dé-

truire et d'enterrer la hache de guerre de la lutte des classes. C'est ça, ou la mitraille.

La classe ouvrière argentine a magnifiquement répondu: Non! Elle a croisé les bras. Elle a rompu l'harmonie sociale et nationale, entraînant derrière elle dans la désobéissance les syndicats péronistes eux-mêmes. Elle a frappé de stupeur les partis qui prétendent la représenter alors qu'ils se traînent aux pieds de l'ordre établi et de son Etat. Qu'on nous comprenne bien: les illusions démocratiques, les mythes de la justice sociale et du bien-être économique, nous le savons, sont longs à mourir. Une gigantesque trêve générale que les syndicats ont été contraints de proclamer peut — comme c'est arrivé aujourd'hui (1) — être réabsorbée par le jeu des compromis entre « adversaires » actuels aux sommets politiques et syndicaux du gouvernement. Ou bien, comme cela peut arriver demain, elle peut être utilisée par les artisans de nouveaux justicialismes, de nouveaux types de développement, d'une démocratie nouvelle et originale, reposant éventuellement, comme le souhaite le PCA (voir l'Unità du 8-7) sur un « gouvernement de coalition civile et militaire », pour lequel « le fait que les Forces armées se refusent actuellement à réprimer la lutte des ouvriers et du peuple (2) crée les conditions les plus favorables », une démocratie encore une fois mise au service de la défense organisée de la force d'Etat, sous la double apparence de restauratrice de l'ordre et de dispensatrice de réformes, tout juste à la mode... portugaise. On tentera, en somme, du côté des bourgeois comme des opportunistes, de sauver le péronisme, soit en rappelant à la raison ses exécuteurs testamentaires, soit en changeant les personnes physiques, au nom d'un nouveau « pacte social ». On aura « résolu » la crise en préparant les conditions de crises plus vastes et plus profondes; on se retrouvera devant le même dilemme: tirer à blanc ou tirer de la mitraille. Et puisque l'inflation et le chômage doivent désormais — même les idéologues de la bourgeoisie l'admettent — s'installer durablement dans tous les pays, ce sont les faits matériels qui trancheront dictatorialement le nœud gordien en faveur, non du libre « dialogue », mais du heurt inévitable.

Dans l'élan généreux et exemplaire des travailleurs argentins, il y a le présage du jour, certes encore éloigné, où les prolétaires briseront enfin l'ignoble cercle de mensonges sucrés, et en réalité de fer, dans lequel ils ont été enfermés, comme leurs frères du monde entier.

A la Nouvelle Delhi, du haut du palais du gouvernement et à Londres au 10 Downing Street, Indira Gandhi et Harold Wilson scrutent le ciel noir de nuages d'un continent lointain.

Eux aussi portent sur leurs épaules le poids d'un « réformisme social » qui s'est révélé, à l'épreuve des faits matériels, sourds aux coups de trompette de l'Idée, être la coquille vide masquant « l'accumulation de richesses à un pôle de la société, de misère à l'autre ». Là, des promesses de réforme, en particulier agricole, évanouies dans le tourbillon d'une industrialisation forcée et d'une urbanisation démente. Ici, des promesses de paix sociale par contrat volontaire, et de bien-être reposant sur la volonté commune. Et cependant la faim augmente en Inde, l'inflation et le chômage croissent en Angleterre. Isabelita a dû brandir le glaive de la répression armée d'abord, l'oukase présidentiel ensuite. Elle ne survivra à l'épreuve que si elle parvient à stipuler un nouveau « pacte social », précurseur de nouveaux oukases et de nouvelles répressions. L'héritière de Nehru l'idéaliste, l'élève de Gandhi le non-violent, passe à l'attaque avant qu'il ne soit trop tard: elle tient dans la main droite tout un programme de réformes

et « d'assistance aux pauvres » qui a la bénédiction du PC indien; et dans la main gauche elle tient l'état de siège. Il se préparait, dit-on, un « complot réactionnaire »? Admettons-le. Mais on envoie au bain les pourtant timides porte-paroles de la colère paysanne et plébéienne tout autant que les arrogants partisans d'un ignoble statu-quo. D'ailleurs, l'ordre lancé aux syndicats ne tolère pas de doute: il faut « s'abstenir de toute agitation ou grève sur le tas, tant que reste en vigueur l'état d'urgence » et, pour qu'il n'y ait pas d'équivoque sur « l'aspect temporaire » de ce pathétique appel, on précise que « les syndicats ne doivent pas mener d'action en s'isolant du contexte social dans lequel ils œuvrent » — une façon élégante de dire: il faut s'intégrer au régime ou disparaître. Pendant ce temps, les ouvriers ont le devoir « d'améliorer leur ardeur au travail » (Cf. La Stampa du 6-7), c'est-à-dire de produire plus et de consommer moins. C'est là le prix qu'il faut payer pour les « réformes »; c'est ça, ou le bain.

En Angleterre, le successeur fabien et très chrétien des anciens maîtres d'une Inde, hélas perdue, pouvait-il faire autre chose? Il avait été, ces dernières années, le premier en Europe à prêcher l'évangile du « contrat social volontaire ». Il lui revient d'être le premier à établir en quoi doit consister la volonté des prolétaires et, si ceux-ci n'en sont pas convaincus, à la leur imposer. Vous voulez plus des 10 % d'augmentation auxquels la Raison commande de se limiter? Vous devez — volontairement, bien entendu — baisser vos prix; ou bien c'est moi qui les ferai baisser. Comme il l'a un jour déclaré en exprimant dans le réaliste langage britannique la philosophie du réformisme bourgeois-ouvrier: nous sommes tous dans le même bateau. Paris demain vaut bien une messe aujourd'hui.

Ainsi court, par delà les océans, le message 1975 du capitalisme éclairé, gonflé de mesures sociales, courbé sous le poids des réformes. C'est un message brutal, mais franc: que se prolonge la crise ou que s'annonce la reprise, le chômage et la vie chère ne peuvent pas ne pas accompagner le chemin tourmenté de la classe ouvrière; il faut soit les accepter, en se taisant, dans l'espérance des récompenses à venir, soit reconnaître dans les détours du vieux et du nouveau contrat social capitaliste l'un des mille visages du séculaire esclavage. Le jeu de la bourgeoisie réussira-t-il ou, comme hier et aujourd'hui en Argentine, la classe ouvrière osera-t-elle dire: Non? Et celle-ci réussira-t-elle à empêcher que se jettent sur ce non les chacals et les vampires d'une énième version de la démocratie nouvelle, du nouveau pacte social, du nouveau type de développement?

Tout comme eux, mais pour des raisons opposées, nous scrutons les premiers signes de la réponse prolétarienne à cette question angoissante. Tôt ou tard, nous en sommes certains, elle VIENDRA.

(1) Le gouvernement a, on le sait, accepté de remplacer le détesté Rega et de valider les 130 % d'augmentation de salaire (ce qui est cependant en-dessous de la hausse moyenne dans les contrats déjà passés); d'autre part, il semblerait qu'en échange de l'approbation des contrats conclus entre salariés et employeurs, et des augmentations de salaire qu'ils contiennent, la CGT se serait engagée à inviter ses adhérents à travailler une heure de plus par jour, et gratuitement, en faveur de l'Etat (voir La Stampa du 7-7).

(2) En admettant que ce soit vrai aujourd'hui — et cela ne l'est pas, si on peut se fier aux nouvelles concernant des affrontements violents entre grévistes et militaires —, qu'a donc fait l'armée, jusqu'à hier encore, sinon de se mobiliser pour une sanglante défense du « régime »?

le « syndicat de soldats »

(suite de la page 2)

de « mouvement ouvrier », le mouvement ouvrier officiel, tel qu'il est encadré par les directions opportunistes, et transformé par elles:

« La CFDT appelle à la constitution d'un syndicat de soldats. Il est évident qu'il faut faire la part de la démagogie, de la déclaration de principe jamais appliquée... Il n'en reste pas moins qu'une organisation ouvrière a pris position [...] La solution dépend aussi de la CGT, nullement pressée de saisir la perche tendue par la CFDT ». Comme si la meilleure manière de « faire la part de la démagogie » dans la position de la CFDT était de la prendre pour argent comptant et de revaloriser aux yeux du prolétariat le réformisme autogestionnaire face au réformisme stalinien! Mais poursuivons la citation d'Inprecor du 25-2-75, que nous soulignons:

« IL N'EST PAS QUESTION DE CONSTRUIRE UNE ORGANISATION SYNDICALE QUI NE SERAIT PAS RECONNUE PAR LES CONFEDERATIONS OUVRIERES. NOUS NE SOMMES PAS POUR LA CONSTITUTION DE SYNDICATS ROUGES AUTONOMES DANS LA CLASSE OUVRIERE. CE N'EST PAS POUR EN CONSTRUIRE DANS L'ARMEE ».

On passe ici de la manœuvre tactique déjà catastrophique à une véritable position de principe, une position qui n'a pas une valeur contingente mais a bien une portée générale. On part de la sous-estimation de la contre-révolution stalinienne et de l'impatience sans principe. On n'en arrive pas seulement à caractériser comme « syndicats de classe » des organisations pour de simples raisons sociologiques, et indépendamment du fait qu'elles soient ou non l'expression d'une authentique vie de classe, même en dépit de directions réformistes et contre-révolutionnaires. On va jusqu'à condamner à l'avance toute organisation de prolétaires qui tenterait de voir le jour par scission des organisations actuelles ou en naissant à côté et en dehors d'elles.

Ces gens-là osent se réclamer du II^e congrès de l'Internationale Communiste, mais ils confondent l'obligation pour les communistes de travailler dans les syndicats — même réactionnaires, et dans une forme appropriée à la situation —, et l'obligation qu'ils font au prolétariat d'être organisé par la proliture réformiste. Or, de même que l'on ne peut exclure à priori et en général que la reprise prolétarienne passe à l'intérieur des organisations actuelles, quitte à les transformer de fond en comble et à y opérer un sérieux coup de balai, on ne peut exclure non plus que cette reprise se fasse en dehors de ces organisations.

Alors que l'opportuniste réformiste ne conçoit la lutte ouvrière que dans les limites permises par le capital, l'opportuniste de gauche, lui, ne la conçoit que dans les limites permises par l'opportuniste de droite. Alors que les partis de gauche et les syndicats n'imaginent — et ne permettent — l'organisation des soldats QU'AVEC L'AUTORISATION DE LA HIERARCHIE MILITAIRE, la LCR n'est capable d'imaginer une organisation de soldats QU'AVEC LE CONSENTEMENT DE L'OPPORTUNISME.

Une telle attitude véritablement défaitiste doit être combattue avec la plus grande énergie par les révolutionnaires. Elle n'occasionnerait pas seulement d'immenses ravages au moment d'une reprise réelle de la lutte de classe. Elle est déjà une entrave aujourd'hui pour la modeste activité d'aujourd'hui et, sur le plan de l'armée, pour le peu d'agitation antimilitariste et d'établissement de liens avec les soldats permis par la situation présente, même par l'intermédiaire d'organismes tels que les CDA ou CAM, et les « comités de soldats » (*).

(* Le fait que Révolution! hésite à considérer le « syndicat de soldats » comme un objectif immédiat — ce qui lui vaut d'ailleurs les foudres de Rouge — ne lui permet nullement de se faire pardonner sa tendance à se mettre encore plus ouvertement à la traîne de l'opportuniste, mais, naturellement, seulement après avoir lancé la tirade « révolutionnaire » d'usage.

L'interview d'un responsable du CDA publiée dans Politique Hebdo du 17 avril est très significative sous ce rapport: « nous réaffirmons notre refus d'une systématisation de nos liens avec les comités de soldats. Cela tient d'abord à des considérations de sécurité et à des risques de manipulation d'un mouvement de soldats que nous souhaitons autonome. De plus, cette conception de la « mixité » nous paraît d'autant plus dangereuse qu'elle engagerait la CDA dans une dynamique privilégiant les liens entre les soldats et les mouvements antimilitaristes civils largement minoritaires dans le mouvement ouvrier, ce qui en aucune manière ne saurait suppléer à la bataille fondamentale pour la prise en charge par le mouvement ouvrier de ses responsabilités vis-à-vis de la lutte des soldats ».

Nous ne discuterons pas ici de la forme souhaitable du lien entre comités de soldats et organisations antimilitaristes. Nous remarquerons seulement qu'un mouvement qui revendique ainsi son auto-castation ne saurait mieux démontrer que, sous la direction de la LCR, il ne saurait être autre chose qu'une officine de rattachage pour le compte de l'opportuniste.

Nous ne sommes pas contre la « prise en charge » de la lutte des soldats par le « mouvement ouvrier ». Bien au contraire. Mais nous sommes pour que le mouvement prolétarien retourne aux sains principes et aux méthodes de la lutte de classe. En l'absence d'un combat indispensable pour ces objectifs, qui doit se mener partout, dans les syndicats comme hors d'eux, les mots d'ordre immédiats de « prise en charge » de la lutte par le « mouvement ouvrier » ou d'« organisation de classe » sont des mensonges, même s'il n'est évidemment pas exclu que, localement et même temporairement, le contrôle par des éléments réellement guidés par un esprit de classe permette de mettre en pratique de tels mots d'ordre. Mais, à l'échelle générale, ces slogans présentent de plus aujourd'hui aussi le grave défaut de compromettre, par la cour constante faite en direction de l'opportuniste, la tâche qui s'impose de porter les regroupements qui naissent en réaction à la politique officielle, sur une base minimum de classe.

Cette tâche peut paraître bien modeste et peu exaltante pour qui cherche l'effet déclamatoire et se gargarise de verbe révolutionnaire. Elle n'en est pas moins réaliste. C'est en l'accomplissant avec sérieux que l'on ouvre la voie où se préparent les luttes de demain, les organisations de demain, et pour que des objectifs comme une organisation de classe des soldats ne soient pas des mots creux.

PRESSE INTERNATIONALE

Voici le sommaire du n° 14 (11 juillet) de

il programma comunista

- Dal « contratto sociale » alla disciplina forzata del lavoro
- Lotta ad oltranza per la difesa delle condizioni di vita dei lavoratori
- Il PCI non è garanzia di vita eterna
- Qualcosa si muove alla Fiat e dintorni
- Movimento dei soldati: solidarietà di classe, non lamentale democratico
- Lenin e la parola d'ordine del « controllo operaio » (4)
- Nostri interventi
- Trent'anni di evoluzione imperialistica (3)
- Capitalismo e alimentazione umana
- La lotta di classe... è corporativa
- Portogallo: Siamo costretti a usare la forza, pardon
- Catania: uno sciopero spontaneo

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP

PERMANENCES DU PARTI

● A Lille: le dimanche de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.

● A Marseille: les samedis 2, 16 et 30 août de 14 h 30 à 17 h 30, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

● A Paris: 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 20 h à 22 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● A Strasbourg: de 14 h à 16 h les samedis 23 et 30 août, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

Lecteurs, sympathisants,
prenez contact avec nos
militants, venez aux per-
manences du parti!

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact
avec nos militants en écrivant
à:

B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 19